

6 Société et Culture

Enseignement supérieur/Candidature à la fonction de Recteur de l'UOB

Trois dossiers ont été retenus

C.G.K

Libreville/Gabon

Toutefois, le Conseil d'administration a refusé de communiquer l'identité des trois des sept candidats ayant convaincu l'assemblée constitutive lors de leurs auditions respectives.

Le ministre d'Etat en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Jean de Dieu Moukagni-Iwangou, a présidé, hier, un Conseil d'administration dans l'enceinte de

l'université Omar Bongo, à l'effet de procéder à l'examen et à l'audition des sept candidats alors en lice pour occuper le fauteuil de recteur de l'UOB.

Étaient en compétition, les professeurs : Daniel René Akendengué, Pierre-Claver Mongui, Marc-Louis Ropivia, Hugues Mouckaga, Charles Mba-Ovono, Pamphile Mebiame-Akono et Berdanin Minko Mve.

Après leur audition à tour de rôle, trois d'entre eux ont été retenus. Mais, contre toute attente, le Conseil a refusé de com-



Photo : F. M. MOMBO



Photo : F. M. MOMBO



Photo : F. M. MOMBO

Parmi les sept candidats en lice hier pour la fonction de recteur de l'UOB, il y avait les professeurs Ropivia (l'actuel recteur), Mba-Ovono (photo du milieu), et Hugues Mouckaga (photo de droite).

munié leurs noms. Au prétexte qu'il faut réserver la primeur au gou-

vernement qui choisira et nommera, le moment venu, en Conseil des mi-

nistres, l'un des trois pour présider aux destinées de l'université Omar

Bongo pour un mandat de trois ans.

Hier, pour évaluer les uns et les autres, le collègue mis en place conformément aux dispositions de la Loi 21/2000 déterminant les principes fondamentaux de la gestion des universités, s'est appuyé sur un certain nombre des ressorts.

En effet, chaque candidat a eu droit à 20 minutes pour dévoiler et défendre ses ambitions nourries pour sortir l'UOB des sentiers battus. Et 10 minutes supplémentaires pour répondre aux questions de l'assemblée constitutive.

Secteur aéroportuaire/ Exercice de simulation

Ebola : ADL éprouve ses procédures de prise en charge d'un cas d'urgence

L.R.A.

Libreville/Gabon

Dans le cadre du processus de certification, et pour tester ses systèmes en place, l'Aéroport de Libreville a organisé en son sein, le 16 juin dernier, un exercice de crise dans des conditions réelles. Il portait sur un cas de suspicion ou avéré de maladie à virus Ebola.

La confidentialité est restée de mise jusqu'au moment de la simulation. Il le fallait pour éprouver dans les conditions réelles, le plan d'urgence élaboré par l'Aéroport de Libreville (ADL). Il s'agissait pour ADL, qu'accompagnaient l'Agence

nationale de l'aviation civile (Anac), l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et Madagascar (Asecna), de tester sa capacité à faire face à une urgence aéroportuaire. Cas choisi : suspicion de maladie à virus Ebola chez un passager.

L'exercice qui s'est déroulé à l'atterrissage d'un avion a donc permis de tester les équipes ; de voir comment fonctionnent les instances qui travaillent ensemble. Entre autres, Asecna (contrôleur aérien), Anac (superviseur des opérations aéroportuaires), ADL (gestionnaire), ainsi que le ministère de la Santé, ici concerné, car il s'agit de la santé des popula-



Photo : D.R.

Les intervenants lors du débrief après l'exercice de simulation de la prise en charge d'un cas d'Ebola.

tions.

Les objectifs recherchés étaient multiples. Au-delà de tester le dispositif d'alerte et de riposte en cas de la suspicion d'un cas d'Ebola à bord d'un avion, ADL voulait éprouver la réactivité des inter-

venants (personnel, sous-traitant, nouvel organisme étatique,...). D'un autre côté, il s'agissait pour le gestionnaire de l'aéroport international Léon Mba de vérifier la validité des contacts (personnes ressources à

appeler en cas d'alerte : autorité sanitaire de ADL, l'Anac, le représentant du ministère de la Santé...).

L'exercice aura permis également de contrôler le déploiement du cordon de sécurité. Enfin, cet exercice de simulation répondait aux exigences de formation périodique et obligatoire. Pour Daniel Lefebvre, directeur général de ADL, « il fallait partir d'un cas possible d'Ebola à bord d'un avion en provenance d'un pays voisin, pour voir comment réagir pour contenir, le cas échéant, la propagation de la maladie. »

Dans l'ensemble, les équipes se sont bien comportées, a noté, pour sa part, Arthur Nkoumou

Delaunay, DG de l'Anac, en précisant : « Les manquements observés au cours de cet exercice apparaîtront dans un rapport d'analyse de certification. »

A noter que le choix d'Ebola voulait coller à l'actualité. Mais les parties prenantes assurent que ce n'est qu'une simulation, pour vérifier que les équipes sont capables de parer à l'urgence, en cas de besoin.

Sinon, les autres motivations de l'exercice sont à rechercher du côté de l'obtention de la certification OACI (Organisation de l'aviation civile internationale). ADL serait alors le premier aéroport de la sous-région à obtenir cette certification.

Réseau panafricain des femmes pour la culture de la paix et du développement durable

Victoire Issembe Lasseni-Duboze à la tête de la section Gabon

R.H.A

Libreville/Gabon

Le Coordonnateur résident du Système des Nations unies au Gabon, Stephen Jackson, a procédé samedi dernier à l'installation du bureau du Réseau panafricain des femmes pour la culture de la paix et le développement durable, section Gabon. C'était à la Chambre de commerce de Libreville, en présence du représentant du bureau de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Vincenzo Fazzino,



Photo : R.H.A

Le bureau gabonais du Réseau panafricain des femmes leaders pour la paix et le développement durable à l'issue de l'AG électorale.

et des membres des associations féminines gabonaises.

Après l'amendement des statuts, du règlement intérieur et du plan d'actions du Réseau, les participantes ont procédé à l'élection du bureau du Gabon. La seule liste ayant fait acte de candidature a été installée par Stephen Jackson.

Il s'agit de celle conduite par Victoire Issembe Lasseni-Duboze, ancienne présidente du bureau provisoire du Réseau, avec une équipe constituée de femmes expérimentées. Parmi elles, on compte des personnes déjà connues dans le combat pour la cause féminine, telles que

Sidonie Flore Ouwe, Francine Méviane, Honorine Ngou, Yanice Lekongui, Désirée Syngatady, pour ne citer que celles-là.

Stephen Jackson s'est réjoui du lancement du Réseau panafricain des femmes pour la culture de la paix et le développement durable au Gabon, à travers cette assemblée générale constitutive.

Ce bureau, nouvellement installé, devra mobiliser les femmes de la société civile gabonaise et africaine, conformément au "Plan d'action en faveur d'une culture de la paix en Afrique - Agissons pour la paix", adopté à Luanda (Angola), en mars 2013.